

Contrat de fourniture et d'installation d'équipements de pré-collecte d'emballages ménagers, d'imprimés papiers et papiers graphiques en Outre- Mer

PROJET DE CONTRAT

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

La société CITEO, société anonyme au capital social de 499 444,50 euros, immatriculée sous le numéro 388 380 073 au R.C.S. de Paris, dont le siège social est situé 2 bis Avenue de Taillebourg 75011 Paris, France,

Représentée par Jean HORNAIN, en sa qualité de Directeur Général, dûment habilité aux fins des présentes,

ci-après dénommée « Citeo »,

D'UNE PART,

ET

La société (Société) [...] (Forme) au capital social de [...] (Capital social) Euros, immatriculée sous le numéro [...] (Numéro d'immatriculation) R.C.S [...] (Ville), dont le siège social est situé [...] (adresse du siège social).

Représentée par [...] (Prénom-Nom) en sa qualité de [...] (fonction), dûment habilité aux fins des présentes,

ci-après désignée le « Prestataire »,

D'AUTRE PART,

Dénommés ci-après individuellement « Partie » et collectivement les « Parties »,

Sommaire

Préambule	6
Article 1 : Objet du Contrat	7
Article 2 : Obligations du Prestataire	7
2.1 Livraison des équipements	7
2.2 Installation, montage et mise en service des équipements.....	7
2.3 Réservation d'un emplacement dédié au stickage sur les équipements	8
2.4 Réparation et/ou remplacement des équipements	8
Article 3 : Transfert de propriété des équipements	8
Article 4 : Contrôle de conformité des équipements livrés	9
Article 5 : Durée et résiliation du Contrat.....	10
5.1 Durée du Contrat	10
5.2 Résiliation du Contrat sans faute.....	10
5.3 Résiliation du Contrat pour faute	11
5.4 Conséquences du terme contractuel	11
Article 6 : Prix des Prestations	12
Article 7 : Ordre de commande et règlement	12
Article 8 : Garantie	13
Article 9 : Responsabilité et assurance	14
9.1 Responsabilité	14
9.2 Assurances.....	14
Article 10 : Pénalités	15
10.1 Pénalités à la charge du Prestataire	15
10.2 Pénalités à la charge de Citeo.....	15
Article 11 : Réparation des dommages	15
Article 12 : Modification du Contrat	16
12.1. Cas et conditions de réexamen	16
12.2. Procédure de réexamen.....	16
Article 13 : Force majeure.....	17
Article 14 : Indépendance des Parties.....	17

Article 15 : Indivisibilité du Contrat et non-renonciation.....	18
Article 16 : Intuiti personae	18
16.1 Cession du Contrat	18
16.2 Exécution du Contrat par des tiers	19
16.3 Reprise du Contrat en cas de fin d'agrément de Citeo	19
Article 17 : Communication	20
Article 18 : Confidentialité	20
Article 19 : Protection des données personnelles.....	21
Article 20 : Documents contractuels.....	21
Article 21 : Loi applicable et clause attributive de juridiction	22
Annexe 1 : Bons de commande.....	23
Annexe 2 : Modèle de Procès-verbal de réception	24

Les Parties pourront tant que de besoin procéder à une signature du Contrat par voie électronique. Les Parties reconnaissent que ces modalités de signature électronique constituent un mode de conclusion et de formation valide du Contrat. Par ailleurs, les Parties reconnaissent que le Contrat signé électroniquement aura force probante quel qu'en soit l'usage qui en sera fait et notamment en cas de contestation ou litige éventuel.

PROJET DE CONTRAT

Préambule

Citeo est une société agréée par l'État pour les filières des Emballages ménagers et des Papiers graphiques (ci-après « EMPG »).

Conformément aux obligations qui lui incombent dans le cadre du cahier des charges de la filière à REP d'EMPG, Citeo a lancé un appel d'offres (ci-après l'« Appel d'Offres ») aux fins de sélectionner des équipements de pré-collecte des déchets d'EMPG dans les DROM-COM, pour le compte des collectivités qui le demande (ci-après les « Collectivités »). Une fois sélectionnés les équipements sont présentés à la Collectivité, qui passe commande à un fournisseur désigné dans le cadre du présent Appel d'Offres, par l'intermédiaire de Citeo. Une fois installés par le Prestataire, les équipements commandés par les Collectivités deviennent leur propriété.

Aux termes de l'Appel d'Offres, le Prestataire, société spécialisée dans la fourniture d'équipements de pré-collecte de déchets d'EMPG, a été retenu pour fournir des équipements de pré-collecte de déchets d'EMPG commandés par la Collectivité par l'intermédiaire de Citeo sur le territoire **de ... (lot n°... de l'appel d'offres)** en respectant la qualité et les quantités visées au présent contrat (ci-après le « Contrat ») et au cahier des charges (ci-après « Cahier des charges ») de l'Appel d'Offres.

Le Contrat reflète la négociation et l'accord des Parties, intervenues conformément aux conditions de l'Appel d'Offres.

Le Prestataire déclare disposer de l'ensemble des moyens utiles pour assurer la fourniture, l'installation et la mise en service des équipements de pré-collecte commandés par Citeo conformément aux stipulations du présent Contrat. Il est responsable du maintien de l'ensemble de ces moyens durant toute la durée d'exécution du Contrat

Parmi les contraintes qui pèsent sur Citeo, il est particulièrement souligné le caractère d'intérêt général qui s'attache à ses activités agréées aux termes de l'article L. 541-10 du code de l'environnement, et dont résulte la nécessité d'assurer la continuité de ces activités. La fourniture d'équipements en vue d'assurer la collecte des déchets d'EMPG, en vue duquel le Contrat est conclu, compte parmi ces dernières, de sorte qu'est mise à la charge du Prestataire une obligation d'assurer le respect de cette prestation en toute circonstance, à l'exclusion de la force majeure.

En raison de l'intérêt général précité, il est en outre, et notamment, mis à la charge du Prestataire une obligation de se conformer à tout contrôle diligenté par Citeo pour s'assurer de la parfaite exécution du Contrat par le Prestataire.

CECI AYANT ETE EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUIT.

Article 1 : Objet du Contrat

Le présent Contrat a pour objet de définir et encadrer les conditions des prestations incombant au Prestataire pour Citeo en/à [DROM-COM concerné], à savoir la vente, la livraison, l'installation et la mise en service des équipements de pré-collecte des déchets d'EMPG (ci-après les « Prestations »).

Article 2 : Obligations du Prestataire

2.1 Livraison des équipements

Le Prestataire s'engage à réaliser les Prestations telles que détaillées dans le Cahier des charges de l'appel d'offres. Il est en charge de la livraison des équipements de pré-collecte commandés par Citeo sur les points d'implantation de la Collectivité. Les équipements de pré-collecte livrés doivent être conformes aux équipements sélectionnés par Citeo et respecter les exigences techniques définies dans le Cahier des charges de l'Appel d'Offres.

La liste des adresses de livraison et d'installation des équipements sera fournie par la Collectivité au Prestataire, au moment de la commande.

Pour assurer à la Collectivité un délai de livraison raisonnable, le délai entre la signature de chaque bon de commande et la livraison des équipements de collecte commandés ne devra pas excéder 28 semaines. Le non-respect de ce délai donnera lieu à l'application de pénalités qui s'élèveront à cent cinquante euros hors taxes (150 euros HT) par jour de retard. Les modalités d'application de ces pénalités sont prévues à l'article 10 (Pénalités).

Les délais de livraison et d'installation visés à l'alinéa précédent et au premier alinéa de l'article suivant (*article 2.2 Installation, montage et mise en service des équipements*) pourront être modifiés en cas de retard, non-imputable à Citeo ou au Prestataire, résultant par exemple de l'obtention d'une autorisation administrative nécessaire à la livraison et/ou à l'installation des équipements.

Le Prestataire devra tenir Citeo informé à chaque étape de la commande en communiquant les éléments suivants : dates prévisionnelles de début et de fin de la fabrication, date prévisionnelle de sortie d'usine, durée de transport et transmission d'un numéro de suivi du conteneur, planning de livraison et d'installation chez la Collectivité. Pour chaque livraison, le Prestataire préviendra Citeo et la Collectivité concernée de chaque livraison au plus tard 48 heures avant l'heure indiquée de livraison. Le rendez-vous pour la livraison du matériel sera fixé entre la Collectivité et le Prestataire.

Le Prestataire devra prévoir le matériel et les effectifs humains nécessaires pour le déchargement des équipements. Le Prestataire demeure en charge et responsable des équipements en particulier de leur stockage et de leur déplacement en vue de leur installation, jusqu'à leur réception.

2.2 Installation, montage et mise en service des équipements

Le délai entre la signature de chaque bon de commande et l'installation des équipements de pré-collecte ne devra pas excéder 36 semaines. Le non-respect de ce délai donnera lieu à l'application de pénalités qui s'élèveront à cent cinquante euros hors taxes (150 euros HT) par jour de retard. Les modalités d'application de ces pénalités sont prévues à l'article 10 (Pénalités).

Les équipements de collecte seront installés aux endroits indiqués par la Collectivité, conformément à l'article 2.1 (*Livraison des équipements*), en accord avec Citeo. De plus, afin de favoriser l'emploi local, le montage des équipements devra s'effectuer, dans la mesure du possible, sur le territoire du lot concerné. L'emplacement du lieu de montage sera déterminé par le Prestataire, et communiqué à Citeo, avant la livraison des équipements. Le Prestataire fait son affaire de la disponibilité du lieu de montage, sans rémunération supplémentaire versée par Citeo.

La Collectivité supporte la charge de s'assurer de la disponibilité du point d'installation.

Le Prestataire s'assure de réaliser l'installation aux horaires et conditions indiquées par la Collectivité.

Le Prestataire réalise la mise en service des équipements de pré-collecte qu'il livre sur le lieu d'installation indiqué par la Collectivité. La mise en service des équipements de pré-collecte doit permettre de garantir leur utilisation, conformément à l'usage prévu, à savoir la collecte des déchets d'EMPG dédiés.

Citeo ou son représentant pourra procéder au contrôle de l'installation des équipements de manière aléatoire conformément à l'article 4 (*Contrôle de conformité des équipements livrés*). Une fois l'intégralité des équipements installés et leur conformité vérifiée, un bon de livraison valant réception sera complété dans les conditions prévues à l'article 3 (*Transfert de propriété des équipements*).

2.3 Réserve d'un emplacement dédié au stickage sur les équipements

Le Prestataire est tenu de réserver un ou plusieurs emplacements spécifiques en vue d'y apposer les informations et les visuels relatifs aux consignes de tri transmis par la Collectivité sur les équipements de pré-collecte, conformément au Cahier des charges.

2.4 Réparation et/ou remplacement des équipements

Le Prestataire assure la réparation et/ou le remplacement des équipements de pré-collecte déclarés défectueux lors de la livraison ou en cas de vice de fabrication révélé et jusqu'à la fin de la réalisation des Prestations, à ses frais.

Article 3 : Transfert de propriété des équipements

1. Les équipements fournis dans le cadre du présent Contrat sont destinés aux Collectivités lauréates de l'AAP Performance, Mobilisation et Extension des Consignes de Tri en Outre-Mer organisé par Citeo et encadré par un contrat.

Les bons de commande étant nominatifs, le matériel est identifié comme étant destiné à une Collectivité lauréate particulière dès sa commande auprès du Prestataire par l'intermédiaire de Citeo. En cas de groupement le bon de commande est émis au nom de la Collectivité lauréate de l'AAP, agissant en tant que mandataire du groupement, et peut mentionner, à titre informatif, la collectivité membre concernée par l'implantation des équipements, sans que cela ne modifie la responsabilité juridique du mandataire vis-à-vis de la commande.

A ce titre, Citeo émet un bon de commande pour le compte de la Collectivité et agit en qualité de gestionnaire de la commande et du financement, mais n'a pas vocation à devenir propriétaire des équipements.

2. Le transfert de propriété ne pouvant intervenir en l'absence de signature du procès-verbal de livraison valant réception (ci-après le « PV »), dont un modèle est présenté en Annexe 2 (*Annexe 2 : Procès-verbal de réception*) du présent Contrat, le Prestataire reste propriétaire des équipements, que ce soit du fait d'invalidation des Prestations ou d'absence du représentant habilité de la Collectivité.

Jusqu'au transfert de propriété, les équipements demeurent sous la responsabilité du Prestataire, y compris lors du transport, de la manutention et de l'installation sur site.

Le Prestataire conserve l'entière charge des risques (vol, dégradations, défaut de fixation...) jusqu'à la réception conforme établie par signature du PV de réception.

3. Le Lauréat a la possibilité de signer le PV avec réserve, en y indiquant les lots/équipements non-conformes.

En cas de validation partielle ou de non-conformité constatée lors de la livraison et ou de l'installation et ou montage, le représentant désigné du Lauréat peut mentionner des réserves sur le PV. Le Lauréat explicite sur le PV la teneur de ces réserves.

4. En conséquence des réserves ainsi mentionnées :

Le Prestataire organise, dans les meilleurs délais, la ou les interventions complémentaires, à ses frais, en lien avec le représentant de la Collectivité, comme mentionné dans le bon de commande initial, en veillant à informer Citeo de ses démarches.

La Collectivité lève les réserves en transmettant au Prestataire les éléments suivants :

- Un PV de réception complémentaire ;
- Un mail officiel de validation de la levée des réserves du représentant de la Collectivité au Prestataire et à Citeo.

La propriété des équipements réceptionnés sans réserve est transférée à la Collectivité à compter de la signature du PV de livraison valant réception partielle.

Les équipements faisant l'objet de réserves restent la propriété du Prestataire jusqu'à leur mise en conformité complète et levée formelle des réserves.

Aucun équipement partiellement conforme à la commande passée ne saurait entraîner de transfert de propriété des équipements concernés.

5. Lorsque la Collectivité constate que les équipements commandés sont non-conformes après validation du PV de réception, le Prestataire étudie ce constat sur la base des justificatifs fournis par la Collectivité. Citeo reçoit un double de ces justificatifs pour assurer le suivi du dossier.

Si le Prestataire accepte la responsabilité de la non-conformité, il mène toutes les actions correctives nécessaires dans un délai de quinze (15) jours ouvrés après réception du constat de non-conformité et des justificatifs associés. La Collectivité valide la conformité des équipements commandés concernés en mettant à jour le PV de réception signé initialement.

Si le Prestataire refuse la responsabilité de la non-conformité, il envoie sa réponse étayée à la Collectivité ainsi qu'à Citeo dans un délai de dix (10) jours à compter de la notification de décisions d'ajournement. À défaut de réponse dans ce délai, le silence du Prestataire sera considéré comme un rejet de la responsabilité de non-conformité.

En cas de litige entre le Prestataire et Citeo, cette dernière se réserve le droit de trancher sur la base des justificatifs fournis, et aura la possibilité d'enjoindre le Prestataire d'appliquer des mesures correctives. Citeo considère en manquement le Prestataire qui refuserait de se conformer, et pourra résilier le contrat qui les lie aux torts de ce dernier dans les conditions de l'article 5.3 (*Résiliation pour faute*).

Lorsque les équipements commandés sont en partie ou en totalité non-conformes, le Prestataire dispose d'un délai d'un (1) mois à compter de la signature du PV comportant les réserves associées pour lever lesdites réserves ou enlever les équipements rejetés. Lorsque ce délai est écoulé, ils peuvent être détruits ou évacués par Citeo ou par la Collectivité, aux frais du Prestataire. Si les équipements rejetés présentent un danger ou une gêne insupportable, ils peuvent être immédiatement évacués ou détruits, aux frais du Prestataire, après que celui-ci en ait été informé.

Article 4 : Contrôle de conformité des équipements livrés

Les Prestations sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives, destinées à constater qu'elles répondent aux exigences du Cahier des charges de l'Appel d'Offres.

Ces vérifications sont effectuées par Citeo ou son représentant lors de la livraison et de l'installation du matériel commandé, sur des points choisis de manière aléatoire.

Les opérations de vérification ont pour objet de contrôler le respect :

- Des quantités livrées sur les territoires concernés,
- Du modèle,

- De la qualité des modèles livrés,

conformément aux exigences définies par le Cahier des charges de l'Appel d'Offres et le mémoire technique du Prestataire.

La conformité des Prestations ayant fait l'objet de vérifications effectuées lors de la livraison et de l'installation du matériel commandé est attestée par le Bon, comme indiqué à l'article 3 du présent Contrat.

Lorsque Citeo et/ou la Collectivité estime(nt) que les Prestations n'ayant pas été réceptionnées ne peuvent être admises en l'état, elle/s en prononce(nt), sur décision motivée, le rejet total.

En cas de rejet, le Prestataire est tenu d'exécuter à nouveau les Prestations.

Le Prestataire dispose d'un délai d'un (1) mois à compter de la notification de la décision de rejet pour enlever les Prestations rejetées. Lorsque ce délai est écoulé, elles peuvent être détruites ou évacuées par Citeo ou par la Collectivité, aux frais du Prestataire. Si les Prestations rejetées présentent un danger ou une gêne insupportable, elles peuvent être immédiatement évacuées ou détruites, aux frais du Prestataire, après que celui-ci en ait été informé.

Article 5 : Durée et résiliation du Contrat

5.1 Durée du Contrat

Le Contrat prend effet à compter de sa date de signature par les Parties et arrive à son terme au 31 décembre 2029.

5.2 Résiliation du Contrat sans faute

Le Contrat peut être résilié unilatéralement par Citeo et/ou le Prestataire dans les cas et modalités suivants.

- Perte d'agrément de Citeo :

En cas de perte de l'agrément de Citeo, y compris non-renouvellement, à défaut de reprise du Contrat telle que prévue à l'article 16.3 (*Reprise du Contrat en cas de fin d'agrément de Citeo*), Citeo peut résilier unilatéralement le Contrat.

Les Parties conviennent que le défaut d'exécution du Contrat par Citeo postérieurement à la date effective de perte d'agrément ne constitue pas un manquement de Citeo.

Citeo notifie au Prestataire sa décision de résiliation dès que possible. La date de la résiliation effective ne peut intervenir avant la date de la perte effective d'agrément.

- Désaccord persistant sur le réexamen du Contrat :

En cas de désaccord persistant des Parties sur le réexamen du Contrat, au sens et dans les cas de l'article 12.1 (*Cas et conditions de réexamen*) du Contrat, sans préjudice des stipulations de l'article 5.3 (*Résiliation du Contrat pour faute*), chaque Partie peut décider de résilier le Contrat, sous réserve du respect d'un préavis de dix (10) mois, sauf meilleur accord des Parties.

- **En cas de modification des dispositifs législatifs et/ou réglementaires interdisant le dispositif, perturbant son bon fonctionnement, et/ou augmentant substantiellement les coûts pour Citeo.**
- **En cas de résiliation d'un ou plusieurs des contrats signés entre les Collectivités et Citeo.**

Les Parties conviennent que la résiliation, décidée dans ce cas visé, compte tenu des caractéristiques de ce dernier, ne donnera lieu, entre elles, à aucune indemnisation.

Citeo notifie sa décision au Prestataire sans préavis dans les meilleurs délais afin que le Prestataire puisse s'adapter compte tenu du fait générateur de la résiliation. Citeo précise les motifs de la résiliation, ainsi que la date d'effet de cette dernière.

5.3 Résiliation du Contrat pour faute

En cas de manquement grave et/ou répété de la part de l'une des Parties (Citeo ou le Prestataire) dans l'exécution du Contrat, celui-ci pourra être résilié par l'autre Partie, six (6) mois suivant la réception d'une mise en demeure de pallier le manquement, par lettre recommandée avec avis de réception, restée infructueuse en indiquant l'intention de faire appliquer, à défaut, la présente clause de résiliation.

La résiliation est prononcée aux torts et aux frais de la Partie résiliée, la Partie résiliante étant fondée à réclamer la réparation du préjudice qu'elle a subi du fait de la résiliation et du manquement l'ayant motivé.

Le Contrat peut également être résilié de plein droit sans indemnité ni compensation au profit du Prestataire :

- En cas de cessation de l'activité du Prestataire résultant soit de décès, de vente, de liquidation judiciaire, de faillite sauf si Citeo accepte les offres qui pourraient être faites par les héritiers, le syndic, les créanciers et le tribunal de commerce pour la continuation de l'entreprise ;
- En cas de sous-traitance occulte.

Si Citeo a versé au Candidat une somme supérieure à ce qui lui est dû - que ce soit au titre de prestations non réalisées ou de prestations ayant fait l'objet d'une exécution imparfaite - Citeo pourra solliciter la restitution de l'indu.

S'agissant du Prestataire, seront notamment constitutifs de tels manquements :

- le non-respect répété des délais de livraison et d'installation des équipements de pré-collecte précisés à l'article 2.1 (*Livraison des équipements*) et à l'article 2.2 (*Installation montage et mise en service des équipements*) du Contrat ;
- toute inexactitude d'un des éléments listés dans le Règlement de consultation et le Cahier des charges de l'Appel d'Offres et devant être indiqués dans le dossier de candidature (informations administratives, techniques et financières) ;
- le fait de se trouver dans un ou plusieurs des motifs d'exclusion visés à l'article 57 de la directive 2014/24/UE du 26 février 2014 sur la passation des marchés publics (participation à une organisation criminelle, corruption, fraude, infraction terroriste ou infraction liée aux activités terroristes, blanchiment de capitaux ou financement du terrorisme et travail des enfants et autres formes de traite des êtres humains).

5.4 Conséquences du terme contractuel

Il est expressément convenu qu'au terme normal ou anticipé du Contrat pour quelque cause que ce soit :

- Le Candidat retenu remettra à Citeo tous les documents qui auront pu lui être remis par Citeo dans le cadre de l'exécution du Contrat, et ce dans un délai de dix (10) jours ouvrés suivant la résolution du Contrat ;
- Un solde de tout compte final des sommes dues avant la date d'effet de la résiliation sera effectué par Citeo et adressé au Candidat retenu dans les trois (3) mois de la résolution.

Article 6 : Prix des Prestations

Sauf stipulation contraire mentionné dans le bordereau des prix unitaires ou dans les Bons de Commande, le montant de la rémunération du Prestataire prévue pour chaque commande pour l'exécution des Prestations s'entend hors taxes et est forfaitaire, ferme et définitif.

Le prix des Prestations devra être déterminé avant que Citeo passe commande au Prestataire.

A ce titre, le Prestataire remplit le bordereau des prix unitaires fourni en Annexe 2 du dossier de consultation.

Le prix doit préciser les coûts de transport ainsi que toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les Prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance, au transport, à l'installation, en particulier les taxes maritimes et portuaires, à la mise en service ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des Prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Il est porté à l'attention du Prestataire que les frais de manutention et de transport, qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, seront à la charge du Prestataire.

Article 7 : Ordre de commande et règlement

Les Prestations débutent dès la signature du Contrat et l'émission de bons de commande pour chaque lot s'il y en a plusieurs et pour la durée prévue dans chaque bon de commande. La commande peut être modifiée par la signature d'un nouveau bon de commande précisant qu'il annule et remplace la commande initiale qu'il identifie expressément.

Les points d'implantation pour chaque commande sont précisés au moment de l'établissement du bon de commande.

Les quantités d'équipements de pré-collecte que le Prestataire doit fournir, installer et mettre en service sont précisées au moment de l'établissement du bon de commande.

Le règlement des Prestations relatives à chaque bon de commande est prévu sur présentation des factures du Prestataire selon les modalités suivantes :

- 30% du montant global hors taxes du bon de Commande concerné à la date de sa signature par Citeo.
- 50% à l'arrivée sur le site de stockage du fournisseur sur le territoire concerné sur présentation d'une preuve de livraison.
- Le solde après signature du Bon de livraison valant réception sans réserve.

Citeo règle toutes les sommes dues au titre des Prestations, au plus tard à quarante-cinq (45) jours fin de mois à compter de la date d'émission des factures accompagnées, le cas échéant, de justificatifs.

La facture du Prestataire est conforme aux exigences du code de commerce en vigueur lors de son émission et fait systématiquement mention de la référence du « Bon de Commande » que le Prestataire doit se faire communiquer par son interlocuteur habituel chez Citeo.

Le Prestataire transmet toute facture à Citeo dès son émission, de préférence sur son espace personnalisé sur la plateforme de dépôt dématérialisé des factures fournisseurs mis à sa disposition par Citeo sur simple demande à l'adresse : comptabilite.fournisseurs@citeo.com.

Dans l'éventualité où le Prestataire n'est pas en mesure d'utiliser la plateforme de dépôt dématérialisé de ses factures, il doit exceptionnellement adresser toute facture dès son émission à l'adresse comptabilite.fournisseurs@citeo.com, sans bénéficier des fonctionnalités de suivi d'avancement, traitement et paiement de ses factures offertes par la plateforme susvisée.

Le Prestataire s'engage à ne pas adresser ses factures à son interlocuteur habituel chez Citeo. En cas de retard de Citeo par rapport au délai de paiement mentionné ci-dessus, ce dernier sera redevable de l'indemnité pour frais de recouvrement prévue à l'article L.441-10 du code de commerce. Au jour de la signature du bon de Commande correspondant, cette indemnité s'élève à la somme de quarante (40) euros. Nonobstant ce qui précède, en cas d'exécution imparfaite des obligations du Prestataire, Citeo se réserve le droit de réclamer des dommages et intérêts et/ou de prononcer la résolution de la commande.

Le non-respect des délais convenus avec le Prestataire dans la Commande, pour une raison incombant exclusivement au Prestataire, peut notamment emporter l'application, pour chaque retard constaté, de pénalités d'un montant de un pourcent et demi (1,5%) de la rémunération hors taxes due au titre de la Commande par jour ouvré de retard, dans la limite de vingt pourcent (20%) du montant de la rémunération totale hors taxes fixée pour l'exécution des Prestations, et ce sans préjudice du droit pour Citeo de réclamer une diminution du prix prévu et/ou des dommages et intérêts et/ou la résolution de la Commande.

Aucune pénalité n'est due en cas de retard exclusivement imputable à Citeo, en cas d'accord préalable entre les Parties sur un report de délai, ou en cas d'événement de force majeure tel que défini à l'article 13 (*Force majeure*) du Contrat, à charge pour le Prestataire de mettre Citeo en mesure de constater ledit événement en temps utile.

Article 8 : Garantie

Le Prestataire garantit Citeo contre toutes revendications des tiers relatives aux brevets, licences, dessins et modèles, marques de fabrique ou de commerce et tout autre titre de propriété intellectuelle des fournitures faisant l'objet des Prestations.

L'admission des prestations fait courir la garantie du Prestataire sur le matériel livré.

Les conditions de garanties sont les suivantes :

- Le matériel est garanti pièces et main d'œuvre, intervention sur site ou retour en usine, contre tout défaut de matière ou vice de fabrication, pendant deux (2) ans minimum à compter de la date de constat d'aptitude. Pendant cette période le titulaire assure à ses frais, la réparation ou le remplacement des équipements défectueux. Les équipements repris deviennent la propriété du Prestataire.
- Les fournitures feront l'objet d'une garantie de bon fonctionnement d'une (1) année minimum, à compter de leur admission. Cette garantie couvre, en outre, la réparation ou le remplacement des pièces, fourniture et matériaux défectueux.

Dans ce cadre de cette garantie, le Prestataire aura à sa charge pour la remise en état ou le remplacement du matériel :

- Les frais de pièces,
- Les frais de main d'œuvre,
- Les frais de déplacement de personnel,
- Les frais de conditionnement,
- Les frais d'emballage
- Les frais de transport,
- Les frais de livraison

Il sera considéré comme pleinement responsable des dommages consécutifs directement ou indirectement aux défauts des matériaux, fournitures et matériels livrés.

Article 9 : Responsabilité et assurance

9.1 Responsabilité

Le Prestataire déclare avoir une parfaite connaissance des risques en lien avec l'exécution du Contrat et être convenablement assuré pour l'ensemble des conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile et/ou professionnelle en découlant.

Le Prestataire répond, en tout état de cause, de tout dommage aux biens, aux personnes ou à l'environnement causé par son personnel ou par ses sous-traitants et/ou son matériel, et garantit Citeo contre tous recours, réclamation ou poursuite qui pourraient être exercés à son encontre à ce titre. Cette garantie vaut notamment à l'égard de Citeo et de tout tiers, y compris les Collectivités.

Le Prestataire est responsable de la mise en place du dispositif de cautionnement prévu à l'article 14 de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance. Il justifie du respect de cette obligation en transmettant à Citeo au plus tard 45 jours après la date de conclusion du Contrat ledit acte de cautionnement. En cas de non-respect de ces délais, les pénalités s'élèveront à cent euros hors taxes (100 € HT) par jour de retard. Les modalités d'application des pénalités sont précisées à l'article 10 (*Pénalités*).

Le Prestataire retenu sera seul responsable, de jour comme de nuit, de son matériel et des accidents ou avaries qui pourraient en résulter.

Le Candidat retenu déclarera avoir une parfaite connaissance des risques en lien avec l'exécution du Contrat et être assuré pour l'ensemble des conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile et/ou professionnelle en découlant.

9.2 Assurances

Le Candidat retenu souscrit à cette fin et maintient, auprès d'une compagnie d'assurance notoire,

- pendant toute la durée du Contrat, les polices d'assurance Responsabilité Civile Exploitation et Professionnelle, tant délictuelles que contractuelles ;
- jusqu'à la réception des équipements de pré-collecte, des assurances de dommages aux équipements de pré-collecte, couvrant notamment les opérations de transport, de chargements et déchargements, d'éventuels stockage intermédiaires et d'installation et mise en service des équipements de pré-collecte.

Le Prestataire intégrera Citeo en qualité d'assuré additionnel dans les polices d'assurances souscrites mentionnées dans le paragraphe précédent.

Le Prestataire et ses assureurs renoncent à tous recours contre Citeo et ses assureurs. Il justifie de la satisfaction à ces obligations en remettant à Citeo des copies des certificats d'assurance au plus tard trente (30) jours après la date de conclusion du Contrat et, par la suite, dans les quinze (15) jours précédant l'expiration de l'attestation précédente. En cas de non-respect de ces délais, les pénalités s'élèveront à cent euros hors taxes (100 € HT) par jour de retard. Les modalités d'application des pénalités sont précisées à l'article 10 (*Pénalités*).

Article 10 : Pénalités

10.1 Pénalités à la charge du Prestataire

Sauf en ce qui concerne les pénalités sanctionnant un retard, les pénalités sont dues après la réception d'une mise en demeure envoyée par lettre recommandée avec accusé de réception restée sans effet dix (10) jours ouvrés suivant sa réception. Une facture de pénalités est émise par Citeo et adressée au Prestataire. Ce délai peut être raccourci en cas d'urgence.

Durant ce délai, le Prestataire peut formuler des observations qui, si Citeo le décide, pourront permettre de lever les pénalités appliquées.

Les pénalités dues à Citeo seront payables par compensation avec les factures du Candidat ou en deniers, s'il n'y a rien à compenser. Les pénalités mentionnées au Contrat sont cumulables et sont indépendantes des autres mesures auxquelles peut donner lieu l'application du Contrat, notamment la résiliation et/ou l'obtention de dommages-intérêts. Citeo pourra ainsi réclamer au Candidat retenu, en plus des pénalités susvisées, l'indemnisation des préjudices résultant de ses manquements et les sommes correspondant aux frais engagés pour pallier ses défaillances. Citeo pourra également engager la résiliation du Contrat en application de l'article 5.3 (*Résiliation pour faute*).

L'application de pénalités n'étant pas libératoire, le Candidat retenu procédera aux rectifications nécessaires dans les meilleurs délais, dès la constatation des infractions.

Toutes les pénalités mentionnées sont en euros ; elles s'entendent sans TVA.

10.2 Pénalités à la charge de Citeo

En cas de retard de Citeo par rapport au délai de paiement visé au Contrat, cette dernière sera redevable des sommes visées à l'article L. 441-10 du code de commerce :

1. Pénalités de retard : application du taux légal défini, à la date de conclusion du Contrat, comme le taux appliqué par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement la plus récente majoré de 10 points de pourcentage.

Les pénalités sont exigibles le jour suivant la date de règlement figurant sur la facture ;

2. Indemnité forfaitaire de recouvrement, fixée à 40 euros à la date de conclusion du Contrat.

Si ce retard de Citeo par rapport au délai de paiement visé au Contrat dépasse cent quatre-vingt-trois (183) jours, le Prestataire se réservera le droit de suspendre ses obligations au titre du Contrat en adressant à Citeo une notification écrite à cet effet et/ou de résilier le Contrat en adressant une nouvelle notification écrite à Citeo.

Article 11 : Réparation des dommages

Les dommages de toutes natures causés au personnel ou aux biens de Citeo par le Prestataire, du fait de l'exécution des Prestations, sont à la charge de ce dernier.

Tant que les fournitures restent la propriété du Prestataire, c'est-à-dire avant leur admission par Citeo, celui-ci est, sauf faute de Citeo, seul responsable des dommages subis par ces fournitures qu'elle qu'en soit la cause. Cette stipulation ne s'applique pas en cas d'adjonction d'équipements fournis par Citeo au matériel du Prestataire et causant des dommages à celui-ci.

Le Prestataire garantit Citeo contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et affectant les locaux où ce matériel est exploité, y compris contre le recours des tiers.

Article 12 : Modification du Contrat

12.1. Cas et conditions de réexamen

Pour tenir compte de l'évolution des conditions juridiques, économiques et techniques d'exécution du Contrat, les Parties conviennent que les termes de cette dernière pourront être réexaminés, à stricte et due concurrence des impacts résultant des évolutions constatées, sauf meilleur accord de leur part, dans les cas suivants :

1° / En cas d'évolution réglementaire, en particulier des textes applicables à l'exercice des activités agréées de Citeo, ayant un impact significatif sur les conditions d'exécution du Contrat ;

2° / En cas d'évolution significative des charges supportées par l'une ou l'autre des Parties au titre de l'exécution du Contrat ;

3° / En cas de circonstances ayant un impact significatif sur les conditions d'exécution du Contrat ;

4° / En cas de résiliation d'un des contrats convenus entre une Collectivité et Citeo.

L'intervention d'un cas de réexamen permet d'enclencher la procédure de réexamen visée ci-après. Elle ne suspend pas l'exécution du Contrat, qui continue dans les mêmes conditions.

12.2. Procédure de réexamen

La procédure de réexamen débute à l'initiative de l'une des Parties par la notification, par lettre recommandée avec accusé de réception, d'une demande de réexamen motivée.

Dès notification de la demande de réexamen, les Parties échangent de bonne foi sur les conséquences à tirer des éléments relevés par la Partie à l'origine de la demande.

La Partie à laquelle la demande de réexamen est transmise fait connaître à l'autre ses intentions dans un délai de sept (7) jours francs à compter de la notification de la demande, quant au principe de réexamen.

Les Parties arrêtent le délai pour faire aboutir la procédure de réexamen et le calendrier de travail sous un délai de sept (7) jours à compter de l'acquisition de l'accord sur le principe de réexamen. En tout état de cause, la durée de la procédure de réexamen ne pourra pas être supérieure à une durée de deux (2) mois à compter de la notification de la demande de réexamen.

Chaque Partie tient à disposition de l'autre Partie les informations utiles au réexamen.

En cas d'accord final entre les Parties, le réexamen donne lieu à la conclusion d'un avenant. En cas de désaccord, l'une et/ou l'autre des Parties peuvent décider de résilier le Contrat sans faute.

Si aucun accord n'est trouvé à l'issue du délai convenu, les Parties peuvent décider d'une médiation, mise en œuvre dans le cadre défini aux articles 1530 et suivants du code de procédure civile. Elles s'accordent sur la personne du médiateur. Le terme de la médiation ne peut excéder un délai de (2) mois à compter de la désignation du médiateur.

En cas de refus, ou d'échec de la médiation à l'issue du délai de (2) mois dans le cas où les Parties ont décidé d'une telle médiation, l'une et/ou l'autre des Parties peuvent décider de résilier le Contrat dans les conditions visées à l'article 5.2 (Résiliation du Contrat sans faute).

La résiliation peut être prononcée aux torts de la Partie résiliée, si la Partie résiliante estime que l'autre Partie a manqué à ses obligations, en particulier la négociation de bonne foi du réexamen.

La Partie résiliée peut contester la résiliation. La résiliation abusive est notamment caractérisée lorsque la poursuite du Contrat était envisageable pour la Partie résiliante en raison de l'absence de déséquilibres de l'économie du Contrat, au sens de l'article 12.1 (*Cas et conditions de réexamen*), le cas échéant après mise en œuvre des ajustements proposés, quoique refusés, dans le cadre de la procédure de négociation.

A défaut de résiliation, il est loisible à l'une et/ou l'autre des Parties de saisir le juge d'une demande de révision judiciaire en application de l'article 1195 du Code civil. Les modalités de révision devront être établies dans le respect des conditions de l'article 12.1 (*Cas et conditions de réexamen*). La révision ne pourra rétroagir au-delà du jour suivant celui où le défaut d'accord sur le réexamen a été constaté.

Article 13 : Force majeure

Aucune des Parties ne pourra être tenue responsable de l'inexécution de l'une de ses obligations contractuelles du fait de la survenance d'un cas de force majeure, tel que défini à l'article 1218 du Code civil. Les Parties conviennent expressément que pourra être considéré comme un cas de force majeure, tout événement présentant cumulativement les caractères d'imprévisibilité, d'irrésistibilité et d'extériorité. Il est précisé que les grèves du personnel ainsi que les grèves des transports en commun ne pourront pas être considérées comme des cas de force majeure.

En cas de force majeure, la Partie victime ne pourra être autorisée à suspendre partiellement ou temporairement l'exécution de ses obligations dont l'accomplissement est devenu impossible (et pour cette Partie seulement) et ne sera exonérée de sa responsabilité que sous réserve d'en avertir l'autre Partie à la fois, dès que possible, et par tout moyen, ainsi que par l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception et ce, sans délais suivant la survenance du cas de force majeure considéré. La Partie victime devra exposer les raisons pour lesquelles la force majeure l'empêche de respecter le Contrat et les conséquences prévisibles de cet empêchement. Elle prendra toutes les mesures qui s'imposent pour limiter les conséquences de cet événement et sa durée.

Dès que cet événement de force majeure cessera, les obligations du Contrat entreront de nouveau en vigueur pour la durée restant à courir, conformément aux stipulations du Contrat.

Si dans un délai de deux (2) mois calendaires après la réception de la lettre recommandée avec avis de réception invoquant la survenance de l'événement de force majeure, la Partie qui invoque la force majeure est toujours dans l'impossibilité d'exécuter ses obligations, ou si l'exécution du Contrat devient manifestement impossible, l'autre Partie peut décider de résilier sans faute le Contrat par lettre recommandée avec avis de réception précisant la date d'effet de la résiliation. La date de résolution sera celle de la réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant ladite résolution.

Article 14 : Indépendance des Parties

Les Parties déclarent qu'elles conservent chacune leur pleine et entière indépendance l'une par rapport à l'autre et que rien dans le Contrat ne sera interprété comme créant un lien de subordination, une société commune, une association ou un partenariat entre elles.

Chacune des Parties demeure en conséquence seule responsable, notamment vis-à-vis des tiers et des autorités, de ses actes, allégations, engagements, prestations, produits et personnels durant toute la durée de l'exécution du Contrat.

Article 15 : Indivisibilité du Contrat et non-renonciation

Si une stipulation du Contrat est rendue invalide, illégale, inapplicable ou inopposable pour quelque cause que ce soit, une telle sanction n'affectera pas la validité, la légalité, l'applicabilité ou l'opposabilité des autres stipulations du Contrat dès lors que le Contrat pourra continuer à être exécuté, à moins qu'une telle sanction n'affecte la substance même du Contrat ou ne modifie significativement son économie. Dans tous les cas, les Parties conviendront d'une stipulation de remplacement de la stipulation invalidée, nulle, illégale, inapplicable ou inopposable qui reflètera autant que possible l'intention des Parties, dans le respect de l'équilibre économique initial du Contrat.

Aucune tolérance de quelque nature qu'elle soit et quelle qu'en soit l'importance, la durée ou la fréquence, ne pourra être considérée comme créatrice d'un quelconque droit ni comme valant renonciation à faire valoir, par l'une ou l'autre des Parties, l'ensemble des clauses et conditions du Contrat, qui sont toutes de rigueur, sans restriction aucune. Une telle renonciation n'aura d'effet que si elle est exprimée par écrit et signée par la personne dûment habilitée à cet effet.

Article 16 : Intuitu personae

16.1 Cession du Contrat

Les Parties reconnaissent que le Contrat est conclu *intuitu personae* en raison des capacités et qualités exprimées par le Prestataire.

Par suite, le Prestataire ne pourra en aucun cas céder tout ou partie du Contrat sans le consentement préalable écrit de Citeo.

Par cession du Contrat, le présent article vise :

- Le transfert de la totalité du Contrat à une autre entité que celle ou celles désignées initialement ;
- Le transfert d'une partie du Contrat à une autre entité que celle ou celles désignées initialement (notamment le changement de cotraitant) ;
- La cession d'actifs ou le changement dans le contrôle de l'entité ou de l'une des entités désignées initialement.

La demande de cession est effectuée par le Prestataire auprès de Citeo par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le non-respect des stipulations du présent article pourra être sanctionné par la résiliation du Contrat aux torts du Prestataire (art. 5.3 – *Résiliation du Contrat pour faute*).

Si Citeo accepte la cession du Contrat, le cessionnaire est alors entièrement subrogé au Prestataire dans les droits et obligations résultant du Contrat, et reprend intégralement l'exécution de toutes les obligations fixées dans le Contrat à la charge du Prestataire, à hauteur de la cession effectuée.

Le Prestataire fera son affaire, à ses frais, de la transmission de toutes les charges et obligations dans le cadre de la cession, y compris en ce qui concerne le bénéfice des polices d'assurance et communiquera à son cocontractant dans un délai de dix (10) jours calendaires à compter de la cession les justificatifs de transmission des charges et garanties.

16.2 Exécution du Contrat par des tiers

Le Prestataire peut confier à des tiers une partie des Prestations qui lui sont confiées, sous réserve de l'accord préalable et exprès de Citeo.

Les tiers de rang supérieur peuvent, à leur tour, confier une partie des Prestations qui leur sont confiées, à des tiers de rang inférieur, sous la même réserve.

Une fois l'accord de Citeo obtenu, les contrats conclus entre les tiers concernés pourront lui être transmis, dans un délai d'une semaine, sur simple demande.

En tout état de cause, nonobstant (i) le recours à des tiers pour l'exécution d'une partie des Prestations qui lui sont confiées et (ii) l'accord de Citeo, le Prestataire demeure personnellement et uniquement seul responsable de la bonne exécution du Contrat.

L'accord de Citeo n'ouvre droit à aucun paiement direct au profit des tiers acceptés.

Par exception à ce qui précède, il sera interdit au Prestataire de sous-traiter tout ou partie des Prestations dès lors que cette sous-traitance aura pour effet de modifier les engagements pris par le Prestataire dans son offre. Ainsi, en cas de sous-traitance, le Prestataire justifiera à Citeo que le tiers concerné dispose de conditions équivalentes à celles du Prestataire et qu'il est en mesure de réaliser la Prestation dans les exactes conditions du Contrat

16.3 Reprise du Contrat en cas de fin d'agrément de Citeo

Conformément à l'article VI.8.c (Modalités contractuelles visant à assurer la continuité de la gestion des déchets et la progression de la performance de recyclage de la filière en cas de fin d'agrément d'un titulaire) du cahier des charges de la filière REP des EMPG, en cas de perte d'agrément (retrait ou de non renouvellement) de Citeo, les Parties conviennent qu'une autre société agréée puisse reprendre à son compte tout ou partie du Contrat afin d'assurer la continuité de la gestion des déchets et la progression de la performance de recyclage de la filière.

Les Parties font leurs meilleurs efforts pour identifier la ou les sociétés agréées concernées.

Le Prestataire s'engage à proposer la reprise susvisée à la ou les sociétés agréées qui auront été identifiées par l'une et/ou l'autre des Parties. La proposition doit être formulée :

- À des conditions techniques et financières équivalentes au Contrat initial, compte tenu le cas échéant d'une augmentation ou d'une réduction du périmètre contractuel ;
- Dès que cette société agréée est identifiée.

L'engagement du Prestataire, visé ci-avant, expose sa responsabilité tant vis-à-vis de Citeo que de la société agréée qui prendra en charge tout ou partie principale des activités de Citeo en matière de gestion de déchets. Le défaut d'une des trois conditions précitées, pour un fait extérieur au Prestataire, constitue une cause d'exonération de son engagement au regard de la condition concernée.

A défaut de reprise du Contrat, Citeo peut le résilier en application de l'article 5.2 (*Résiliation sans faute*). La résiliation peut intervenir partiellement dans le cas où seule une partie du Contrat aurait été reprise. L'indemnité de résiliation est due par Citeo au prorata de la partie du Contrat résiliée.

Article 17 : Communication

Sous réserve de stipulations contraires, toute notification, demande ou communication devant être effectuée, et/ou tout document devant être délivré, par une Partie à une autre Partie en exécution du Contrat sera effectuée et/ou délivrée à l'adresse indiquée ci-dessous :

1°/ Pour le Prestataire :

[Raison sociale]

A l'attention de : [...]

Adresse : [...]

Tél. : [...]

Courriel : [...]

2°/ Pour Citeo :

CITEO

A l'attention de : Justine PEIRETTI

Adresse : 2bis Avenue de Taillebourg, 75011 Paris, France

Tél. : 07 63 33 10 63

Courriel : justine.peiretti@citeo.com

Chaque Partie pourra modifier son adresse de contact en notifiant préalablement à l'autre Partie l'adresse de remplacement.

Les Parties privilégient les échanges dématérialisés au moyen des coordonnées électroniques susvisées, sauf nécessité de recourir à une forme matérialisée.

Article 18 : Confidentialité

Dans le cadre du Contrat, chacune des Parties peut recevoir de l'autre Partie des informations confidentielles (sont considérées comme telles l'ensemble des informations reçues des Parties et notamment les travaux de recherche, études, plans, documents commerciaux, business plan, données à caractère scientifique, technique, commercial ou financier, concernant notamment les clients, fournisseurs, Collectivités et projets des Parties, quel que soit le mode de transmission et qu'elles soient ou non identifiées comme confidentielles).

Pendant toute la durée du Contrat et pendant une durée de cinq (5) ans à l'issue de sa réalisation, chacune des Parties s'engage formellement à tenir confidentielles ces informations et à ne les utiliser qu'aux seules fins de réalisation du Contrat. En outre, chacune des Parties s'engage à ce que les informations confidentielles :

- Soient protégées, conservées dans un lieu sûr et gardées strictement confidentielles et soient traitées avec les plus extrêmes précautions et protections, notamment par toutes mesures permettant d'empêcher l'accès de personnes non autorisées ;
- Ne soient divulguées qu'aux seuls membres de son personnel en cas de sous-traitance autorisée par l'autre Partie, ayant à les connaître pour les besoins de l'exécution du Contrat et à prendre toutes les dispositions qui s'imposent pour le respect par ces personnes du présent

engagement. En tout état de cause, le Prestataire se porte fort du respect de cette obligation par ses employés ;

- Ne soient divulguées ni susceptibles d'être divulguées, directement ou indirectement, à tout tiers ou à toutes personnes autres que celles mentionnées ci-dessus ;
- Ne soient ni copiées, ni reproduites, ni dupliquées, totalement ou partiellement, pour ses besoins propres, lorsque de telles copies, reproductions ou duplications n'ont pas été autorisées par l'autre Partie.

La présente obligation de confidentialité ne s'applique pas aux informations, à charge d'en rapporter la preuve :

- Qui étaient déjà dans le domaine public à la date de leur communication à l'autre Partie ou qui deviendraient généralement accessibles au public par la suite, sans qu'il y ait eu faute ou négligence de la part de la Partie qui les a reçues ;
- Qui étaient déjà connues par une Partie avant qu'elles ne lui aient été communiquées par l'autre Partie ;
- Qui seraient révélées sans restriction par un tiers en droit de les divulguer à la Partie concernée ;
- Dont la divulgation serait exigée par une décision judiciaire ou toute autorité (administration, cour des comptes, etc.) compétente.

Article 19 : Protection des données personnelles

Chacune des Parties fait son affaire des obligations lui incombant au titre de la Réglementation Informatique et Libertés.

Chacune des Parties garantit l'autre du respect des obligations légales et réglementaires lui incombant au titre de la protection des données à caractère personnel, sans préjudice des obligations qu'elles peuvent avoir l'une à l'égard de l'autre et de leur responsabilité envers les personnes concernées.

En application de la Réglementation Informatique et Libertés, les personnes physiques dont les noms sont utilisés par chacune des Parties peuvent faire l'objet d'un droit de questionnement, d'accès, de rectification, d'effacement, de limitation, de portabilité et d'opposition auprès de chaque Partie, à l'adresse de leur siège social respectif, à défaut de précisions particulières figurant sur les documents de collecte de données à caractère personnel.

Article 20 : Documents contractuels

Les pièces constitutives du Contrat sont les suivantes, par ordre décroissant de priorité :

- Le présent Contrat et ses annexes, à savoir :
 - L'annexe 1 : Bon de commande ;
 - L'annexe 2 : Modèle de Procès-verbal de réception ;
- Le Règlement de consultation de l'appel d'offres ;
- Le Cahier des charges de l'appel d'offres et ses annexes, à savoir :
 - 1°/ Annexe 1 : Glossaire
 - 2°/ Annexe 2 : Bordereau des prix unitaires
- Le mémoire technique de l'offre

Les pièces susvisées constituent un ensemble contractuel unique. Elles constituent l'intégralité de ce qui est convenu entre Citeo et le Prestataire pour ce qui concerne l'objet du Contrat et annule tous

échanges, correspondances et contrats éventuels antérieurs à la date de signature du Contrat. En tout état de cause, les conditions générales d'achat de Citeo, pas plus que les conditions générales de vente du Prestataire, ne sont pas applicables.

L'ordre de priorité des pièces implique qu'en cas d'omission, d'imprécision ou de contradiction, susceptible de donner lieu à interprétation litigieuse, sont prises en considération et sont donc applicables les stipulations correspondantes figurant dans la pièce citée prioritairement.

En particulier, conformément audit ordre de priorité, ne serait pas applicable une condition que le mémoire technique d'offre ajouterait à un engagement essentiel par rapport à sa description fixée au Cahier des charges. Le mémoire technique d'offre n'a ni pour objet ni pour effet de restreindre la portée du Cahier des charges vis-à-vis de Citeo.

En cas de contradiction dans les clauses d'un même document du Contrat, il conviendra de faire application de la clause la plus favorable à Citeo.

Article 21 : Loi applicable et clause attributive de juridiction

Le Contrat est régi par le droit français. Sa langue d'exécution est le français.

En cas de difficulté liée à l'interprétation, l'exécution ou la cessation du Contrat, sans préjudice des stipulations particulières du Contrat, en particulier l'article 12.2 (*Procédure de réexamen*), les Parties s'efforceront de rechercher une solution amiable. Elles peuvent décider d'une médiation, dans les délais visés à l'article 12.2 cité ci-avant.

Dans l'hypothèse où elles n'y parviendraient pas, tout litige en lien avec le Contrat sera soumis à la compétence du Tribunal de commerce de Paris.

SIGNATURES ELECTRONIQUES ET DATES :

Pour Citeo

Pour ...

Jean Hornain

.....

Directeur Général

....

A ...

A ...

Le ...

Le ...

Annexe 1 : Bons de commande

Le présent bon de commande devra être complété par la Collectivité à chacune de ses commandes. Il sera transmis par Citeo qui passera la commande auprès du Candidat retenu.

PROJET DE CONTRAT

Annexe 2 : Modèle de Procès-verbal de réception

Le modèle de procès-verbal de livraison valant réception est joint au présent Contrat.

PROJET DE CONTRAT